

Six ans après le Brexit, le désamour entre les Européens et le Royaume-Uni est ac

Depuis le Brexit, le Royaume-Uni attire moins les Européens. Ceux qui ont quitté le pays soulignent un changement dans la qualité de vie comme dans les mentalités.

CHLOÉ GOUDENHOOF
CORRESPONDANTE À LONDRES



Le Royaume-Uni est nul comparé à ce qu'il était

Wioletta Jamrozek

”

Partie en 2020 du Royaume-Uni, Wioletta Jamrozek, une Polonaise de 51 ans, n'y retournerait pour rien au monde. « Si quelqu'un décide maintenant d'aller y vivre, c'est que cette personne est folle », s'exclame-t-elle. « Le Royaume-Uni est nul comparé à ce qu'il était. » Arrivée en 1999 pour travailler et apprendre l'anglais, Wioletta Jamrozek a connu des jours difficiles à Londres, mais elle a su saisir les opportunités offertes par la ville. Elle devient d'abord livreuse chez Pizza Express, puis gravit les échelons de l'entreprise et se retrouve manager avec 64 personnes sous sa responsabilité. Lassée de la pression du poste, elle se forme pour devenir masseuse et, plus tard, part s'installer dans les environs de Londres avec son mari et ses trois enfants. Mais, en 2020, la pandémie de covid la prive de son emploi et de ses revenus. La famille décide alors d'acheter un appartement en Pologne, à Nowy Targ, et de vivre sur place sans emprunt. « Nous voulions y rester un an, mais nous ne sommes jamais repartis », raconte-t-elle. « J'ai pu développer ma propre entreprise de massage et je me dis aujourd'hui qu'on aurait dû partir bien plus tôt. La qualité de vie est bien meilleure ici. »

Sabrina Belaïba, une Française de 38 ans qui travaille dans la tech, déplore surtout un changement de mentalité outre-Manche. « Londres était pour moi l'exemple d'un melting-pot réussi », indique-t-elle. « Le Brexit a été un choc. Après, on a observé une montée de Ukip (le parti eurosceptique) comme si tout avait été une grande hypocrisie. »

Dans le quotidien, elle sent une sorte de classification des étrangers en fonc-

tion de leur provenance. « La France, ça allait encore, l'Italie un peu moins, l'Espagne encore moins... » Lorsqu'elle décide de changer d'emploi, elle s'étonne des questions d'une recruteuse. « Elle me demandait si j'étais locataire ou propriétaire », raconte-t-elle. « Elle voulait savoir si j'allais rester ou repartir en France. » Avec la pandémie, qui lui fait ressentir la distance avec sa famille, c'est aussi un projet immobilier qui la convainc de rentrer, en 2022, face aux logements exorbitants de Londres.

Le pays attire moins les Européens

Evangelos Kyriakidis, un Grec de 51 ans, constate aussi que le Royaume-Uni n'est plus ce qu'il était. Directeur d'une agence spécialisée dans le management du patrimoine, il est arrivé outre-



Le Brexit a été un choc

Sabrina Belaïba

”

Manche en 2008. « Au moment du Brexit, j'avais été envoyé dans mon pays par l'Université du Kent pour diriger un cours de master », détaille-t-il. « Mais avec la sortie de l'UE, le changement de frais de scolarité pour les étudiants européens aurait multiplié le coût des études et rendu notre programme non viable par défaut. » Il se trouve ainsi confronté à un choix : rester sur place ou retourner au Royaume-Uni. « En 2020, c'était le début de la reprise en Grèce après la crise financière », poursuit-il. « Alors que la situation se détériorait au Royaume-Uni, elle ne pouvait que s'améliorer ici, dans un pays où la nourriture et le climat sont meilleurs. Il n'a donc pas été question de retourner travailler sur un marché très restreint, dans un pays de plus en plus isolationniste. »

Six ans après la sortie officielle de l'UE, le 31 janvier 2020, nombreux sont les Européens à avoir dit *goodbye* au Royaume-Uni pour des raisons similaires. Mais alors qu'il n'est plus possible de travailler dans le pays sans visa, celui-

ci attire moins les Européens. Depuis 2016, le Bureau national des statistiques britannique indique une tendance à la baisse des arrivées depuis le continent. En 2025, l'immigration nette est même



Le Brexit a marqué un tournant dans la mauvaise direction

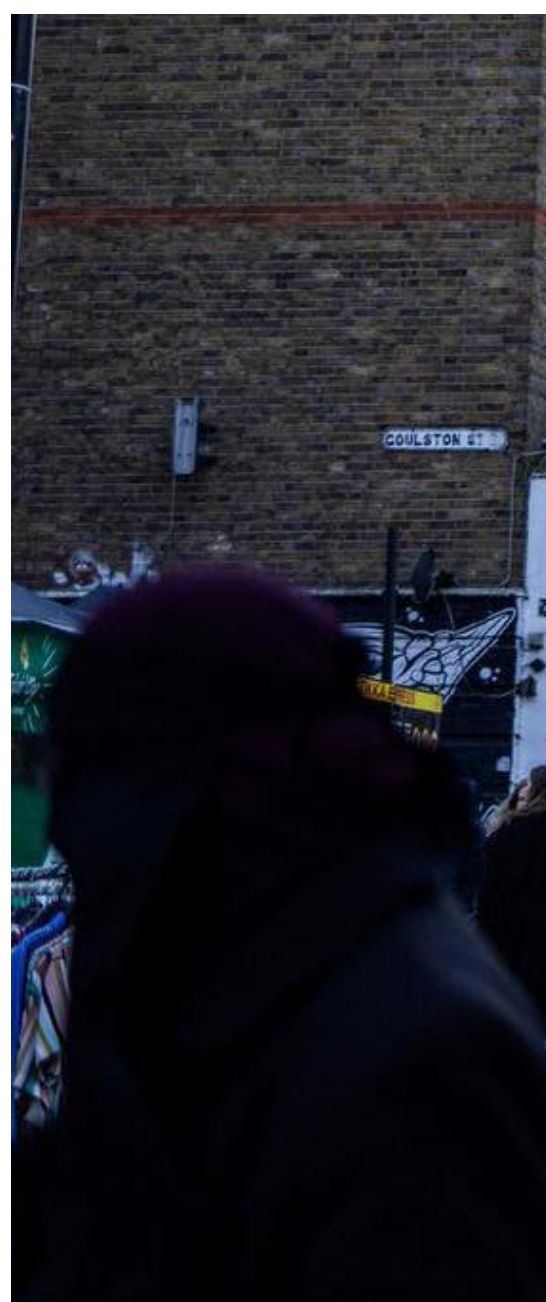
Oskar Winter

”

devenue négative pour la première fois, ce qui signifie qu'il y a eu plus de départs d'Européens que d'arrivées, avec un écart estimé à 70.000 personnes. Cette réalité se reflète depuis plusieurs années au niveau de la main-d'œuvre, notamment dans la restauration et la santé. « Avant la pandémie de covid, 90 % de nos employés venaient principalement d'Italie, mais aussi d'Europe en général », illustre par exemple Roberto Costa, le dirigeant de Macellaio, un groupe de restaurants italiens basés à Londres. « Maintenant, les Italiens ne représentent pas plus de 20 % de nos em-

ployés. »

Ironie de l'histoire, même les Britanniques sont plus nombreux à quitter le pays qu'à y retourner, une tendance apparue aussi avec le Brexit (109.000 départs en plus que de retours). Oskar Winter par exemple, un Londonien de 35 ans, est parti vivre à Copenhague (Danemark) en 2018. « Je voulais surtout quitter Londres pour tout un tas de raisons », raconte ce fabricant de meubles. « Mais le Brexit a marqué un tournant dans la mauvaise direction. Je regardais de l'autre côté de la Manche et j'observais les décisions prises par les Européens en matière de droits humains fondamentaux, notamment le droit à un logement sûr. Or, j'entendais au Parlement des débats sur l'abandon de ces droits... » S'il pensait d'abord déménager dans des villes comme Bristol ou Nottingham, le contexte général lui a fait envisager l'autre côté de la Manche. « Ma grand-mère maternelle venait du Danemark, je me suis dit que c'était l'occasion de mieux connaître ce côté-ci de ma famille. » Sept ans après, il s'épanouit dans sa nouvelle vie mais se réjouit du réchauffement des relations entre le Royaume-Uni et l'Europe. « J'espère que cela va se poursuivre », indique-t-il. « Alors je commencerai peut-être à considérer l'idée d'un retour. »



Si le Brexit a offert quelques opportunités au Royaume-Uni, ces « bénéfices » ne compensent pas les pertes liées à la sortie de l'Union européenne.

ne. © AFP.

l'expert « A Bruxelles et au sein des institutions, le Royaume-Uni semble toujours être le pêcheur originel »

ENTRETIEN

CH.GFT
CORRESPONDANTE À LONDRES

Richard Whitman est professeur en relations internationales à l'Université du Kent et chercheur associé au European Policy Centre. Malgré la volonté britannique de se rapprocher de l'Union européenne (UE), la relation évolue à petits pas. Selon l'expert, la différence de rythme entre les deux parties et l'instabilité politique outre-Manche, ces dernières années, contribuent à la lenteur des négociations.

Six ans après le divorce entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, comment se porte la relation entre les deux parties ?

Evidemment, elle s'est améliorée, mais nous sommes dans une sorte de statu quo. La relation est toujours régie par les termes de l'accord commercial et de coopération (TCA). Structurellement, il n'y a pas eu de changements majeurs. L'accord de partenariat que nous avons en matière de sécurité et de défense est le même type d'accord que pour tout autre pays tiers. Donc, le Royaume-Uni reste un pays tiers « normal » pour l'Union européenne, ce qui crée un décalage. Rien

ne laisse penser que l'UE soit disposée à investir beaucoup pour la renforcer.

Pourquoi, selon vous ?

Le rythme politique n'est pas le même entre les deux parties. Le gouvernement britannique est très désireux de faire avancer les choses et d'obtenir des résultats concrets, notamment pour des raisons électorales. Il y a donc une sorte de précipitation dans la volonté d'améliorer la relation. Du côté de l'UE, l'impératif de parvenir à des accords est tout simplement différent. Le Royaume-Uni n'est qu'un dossier parmi d'autres alors que pour les Britanniques, l'UE est un enjeu majeur.

N'y a-t-il pas une volonté de se montrer prudent à Bruxelles, avec le risque d'une élection de « brexiters » tels que Nigel Farage ou Kemi Badenoch, la cheffe des conservateurs, d'ici trois ans ?

C'est un calcul raisonnable, mais la position de l'UE me laisse parfois sceptique. Elle veut faire de l'Ukraine une mission centrale pour les Européens, ce qui aurait dû contribuer à redéfinir la relation avec les Britanniques, or ce n'est pas tout à fait le cas. Je pense qu'à Bruxelles, au sein des institutions et probablement en particulier à la Commission, le

Royaume-Uni semble toujours être le pêcheur originel.

Cela affecte-t-il le développement de la relation ?

Oui, car ce scepticisme se traduit par la persistance d'un traitement différencié pour le Royaume-Uni. La suggestion de payer plusieurs milliards de livres pour participer au programme Safe, qui vise à renforcer les capacités de sécurité et de défense de tous les Européens, n'est simplement pas une position de négociation sérieuse. Pourtant, les relations bilatérales et de nombreuses relations latérales entre le Royaume-Uni et d'autres Etats européens ont été transformées de manière significative, voire spectaculaire dans certains cas. Mais cela ne se traduit pas dans une amélioration significative des relations avec la Commission. Nous l'avons vu avec les réticences de Paris à une participation de Londres à Safe, malgré le rapprochement bilatéral.

Des progrès ont pourtant été réalisés, comme le retour du Royaume-Uni au sein du programme Horizon, puis celui au sein d'Erasmus, qui devrait être effectif en 2027...

Tout ce qui était prévu pour être négocié ultérieurement a été mis en œuvre et n'a



Le gouvernement britannique est très désireux de faire avancer les choses et d'obtenir des résultats concrets, notamment pour des raisons électorales

”

pas été utilisé comme moyen de pression par le Royaume-Uni sur l'UE et inversement. La plupart des négociations se déroulent en coulisses sans problème majeur. Mais le processus de négociations est très long. Et si les deux parties ont en quelque sorte respecté l'accord, elles n'ont pas voulu l'étendre.

Un accord sur les produits phytosanitaires, très attendu côté britannique, pourrait être obtenu d'ici l'année prochaine. Quels sont les autres points de négociations à observer dans les mois à venir ?

Cet accord sur la sécurité alimentaire est important car c'est un levier rapide pour dynamiser l'économie britannique. Nous sommes très compétitifs dans des secteurs comme dans la production de biscuits et la transformation alimentaire, donc ce serait est une victoire rapide et concrète avec des résultats tangibles. Il y aura aussi le deuxième cycle du Safe et le Royaume-Uni a indiqué vouloir reprendre les négociations à ce sujet. Mais cette année, la plupart des décisions importantes concerneront des dossiers où l'UE n'est pas l'acteur principal, comme le processus de paix en Ukraine, les questions de sécurité et de défense, le Groenland...